

# Enquête sur l'emploi 2004

## Le chômage augmente légèrement malgré la reprise de l'emploi

Ketty Attal-Toubert, Alice Derosier, division Emploi, Insee

**E**n 2004, le taux de chômage a augmenté de 0,2 point par rapport à 2003. Cette hausse touche surtout les jeunes et les titulaires du seul baccalauréat. Après un repli en 2003, l'emploi a globalement augmenté : l'emploi salarié du secteur privé redevient dynamique alors que l'emploi non salarié diminue à nouveau. Les femmes, qui ont bénéficié de ces nouveaux emplois, sont toujours plus nombreuses sur le marché du travail, notamment les plus de 55 ans.

En 2004, selon l'enquête Emploi, le nombre de chômeurs au sens du BIT s'élève à 2 727 000 personnes en moyenne sur l'année, soit 71 000 de plus qu'en 2003 (*sources et définitions*). Le taux de chômage s'établit à 9,9 % de la population active, en progression de 0,2 point par rapport à 2003. Cette hausse du chômage est plus modérée qu'entre 2002 et 2003 (+ 0,9 point). Sur la période la plus récente, entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2003 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2004, le taux de chômage est stable et s'établit à 10,2 % en données non corrigées des variations saisonnières.

### Hausse du chômage chez les jeunes

Entre 2003 et 2004, le chômage a augmenté essentiellement chez les jeunes : le taux de chômage des 15 - 29 ans a progressé de près d'un point en un an, passant de 16,5 % en moyenne en 2003 à 17,4 % en 2004 (*tableau 1*). Il est resté stable pour les autres tranches d'âge. Même si le taux de chômage a augmenté un peu plus vite chez les hommes que chez les femmes, ces dernières restent encore les plus exposées : en moyenne en 2004, une femme active sur neuf est au chômage, contre un homme actif sur onze.

Le chômage augmente à peu près au même rythme que l'on soit employé, cadre, ouvrier ou technicien, laissant intactes les inégalités entre les qualifications. Le risque de chômage des

cadres reste ainsi deux fois et demi plus faible que celui des ouvriers, en 2004 comme en 2003.

Le taux de chômage est stable, voire en légère baisse, pour tous les diplômés de niveau strictement supérieur au baccalauréat. Depuis quelques années, ce sont les diplômés du supérieur court qui enregistrent les taux de chômage les plus faibles et non plus les diplômés des niveaux les plus élevés. De fait, les diplômés correspondants sont désormais dans leur très grande majorité des diplômés à vocation technologique ou professionnelle, dont les titulaires s'insèrent bien sur le marché du travail : ceux ayant seulement le DEUG sont en effet de moins en moins nombreux au sein des « bac plus 2 ». Le risque de chômage est ainsi

### ① Hausse du chômage de 0,2 point

	2002	2003	2004
<b>Chômeurs (milliers)</b>			
<b>Ensemble</b>	<b>2 392</b>	<b>2 656</b>	<b>2 727</b>
Hommes	1 147	1 283	1 326
Femmes	1 245	1 373	1 401
<b>Taux de chômage selon le sexe et l'âge<sup>1</sup> (%)</b>			
<b>Ensemble</b>	<b>8,8</b>	<b>9,7</b>	<b>9,9</b>
15-29 ans	14,6	16,5	17,4
30-49 ans	7,5	8,2	8,3
50 ans et plus	6,5	7,2	7,1
<b>Hommes</b>	<b>7,8</b>	<b>8,7</b>	<b>9,0</b>
15-29 ans	13,9	15,7	16,6
30-49 ans	6,1	6,8	7,0
50 ans et plus	6,1	6,7	6,6
<b>Femmes</b>	<b>10,1</b>	<b>10,9</b>	<b>11,1</b>
15-29 ans	15,5	17,4	18,4
30-49 ans	9,2	9,8	9,8
50 ans et plus	7,0	7,8	7,6
<b>Taux de chômage selon le diplôme (%)</b>			
Sans diplôme ou CEP	13,6	14,7	15,0
BEPC, CAP, BEP	8,3	9,0	9,2
Baccalauréat	8,3	8,7	9,5
Bac + 2	5,5	6,0	6,1
Diplôme supérieur	6,4	7,6	7,4
<b>Taux de chômage de certaines catégories socioprofessionnelles (%)</b>			
Cadre	3,6	4,1	4,8
Profession intermédiaire	4,3	5,0	5,9
Employé	8,8	9,1	10,2
Ouvrier	9,9	10,8	12,3

1. L'âge est celui atteint au 31 décembre de l'année d'enquête.

Source : Enquêtes Emploi 2002, 2003 et 2004, Insee

INSEE  
PREMIERE



**INSEE**

presque nul chez les diplômés des écoles paramédicales et sociales, qui trouvent rapidement après leur sortie de l'école un emploi, le plus souvent dans le secteur public. Les DUT et les BTS sont des diplômés appréciés sur le marché du travail : leur taux de chômage est resté stable autour de 6,7 % bien que près de 120 000 titulaires supplémentaires de ces diplômés soient présents sur le marché du travail en 2004. Les personnes ayant au plus le CEP demeurent les plus touchées par le chômage (15,0 % en 2004). En moyenne sur 2004, l'augmentation du chômage a été plus forte pour les niveaux baccalauréat (+ 0,8 point), notamment les titulaires du seul baccalauréat technologique ou professionnel.

## Le chômage de très longue durée recule

En moyenne en 2004, 1 136 000 personnes sont au chômage depuis plus d'un an (tableau 2) : elles sont à peu près aussi nombreuses qu'un an auparavant, mais représentent une part plus faible des chômeurs (41,6 % contre 42,9 %). Rester plus d'un an au chômage est caractéristique des actifs les plus âgés,

## 2 Le nombre de personnes au chômage<sup>1</sup> depuis plus de deux ans a diminué

En %

	2002	2003	2004
<b>Personnes au chômage depuis 1 an ou plus</b>			
<b>Ensemble</b>	<b>41,3</b>	<b>42,9</b>	<b>41,6</b>
<b>Hommes</b>	<b>40,6</b>	<b>43,0</b>	<b>41,5</b>
15-29 ans	26,0	28,0	28,1
30-49 ans	43,9	47,0	44,9
50 ans et plus	63,9	64,6	63,1
<b>Femmes</b>	<b>42,0</b>	<b>42,8</b>	<b>41,8</b>
15-29 ans	26,5	28,3	27,4
30-49 ans	45,7	46,5	45,6
50 ans et plus	61,8	60,0	60,7
<b>Personnes au chômage depuis 2 ans ou plus</b>			
<b>Ensemble</b>	<b>22,5</b>	<b>22,4</b>	<b>20,3</b>
<b>Hommes</b>	<b>22,6</b>	<b>22,4</b>	<b>20,7</b>
15-29 ans	11,2	10,7	9,2
30-49 ans	23,2	23,9	23,1
50 ans et plus	45,1	42,9	41,1
<b>Femmes</b>	<b>22,4</b>	<b>22,3</b>	<b>19,9</b>
15-29 ans	10,0	10,9	8,2
30-49 ans	24,7	24,3	22,1
50 ans et plus	40,5	38,6	37,4

1. La proportion de chômeurs de plus de 1 ou 2 ans est calculée sur l'ensemble des chômeurs pour lesquels on sait calculer l'ancienneté. On fait l'hypothèse que les chômeurs dont l'ancienneté est inconnue ont des anciennetés de chômage comparables aux autres. En 2002, 5,8 % des anciennetés sont inconnues, en 2003 8,9 % et en 2004 4,2 %.

Source : Enquêtes Emploi 2002, 2003 et 2004, Insee

qu'ils soient hommes ou femmes. Parmi ces personnes, environ 550 000 sont au chômage depuis plus de deux ans, soit un chômeur sur cinq. La proportion de personnes au chômage depuis plus de deux ans parmi les chômeurs se réduit toutefois de deux points du fait sans doute des mesures mises en place à partir de 2001 pour prévenir le chômage de longue durée (dispositifs PARE et PAP) et peut-être aussi des modifications des règles d'indemnisation des chômeurs de très longue durée de début 2004. Cette baisse a bénéficié à toutes les catégories de population, les jeunes comme les aînés, les femmes comme les hommes.

Entre 2003 et 2004, le nombre d'emplois aurait augmenté de près de 90 000, après avoir connu une légère baisse entre 2002 et 2003 (tableau 3). Les

nouveaux emplois sont des emplois salariés du secteur privé. L'emploi public reste stable et l'emploi non salarié, qui s'était maintenu au début des années deux mille, repart à la baisse. Les emplois supplémentaires sont majoritairement des emplois à temps partiel (+ 55 000). L'emploi masculin a perdu quelques postes après avoir chuté entre 2002 et 2003. L'emploi féminin quant à lui poursuit sa hausse, avec plus de 100 000 créations nettes en un an.

## De nombreuses créations d'emplois à temps partiel...

En baisse régulière depuis 1998, le sous-emploi est reparti à la hausse entre 2003 et 2004 (définitions) : près de 1 260 000 personnes ayant un emploi

## 3 Reprise de l'emploi entre 2003 et 2004

	2002	2003	2004
<b>Population active occupée (milliers)</b>	<b>24 658</b>	<b>24 631</b>	<b>24 720</b>
Hommes	13 553	13 461	13 445
Femmes	11 105	11 170	11 275
<b>Taux d'emploi<sup>1</sup> (%)</b>	<b>50,4</b>	<b>50,0</b>	<b>49,9</b>
<b>15-64 ans</b>	<b>62,9</b>	<b>62,5</b>	<b>62,4</b>
Hommes	69,4	68,5	68,1
Femmes	56,5	56,5	56,7
<b>55-64 ans</b>	<b>39,2</b>	<b>40,3</b>	<b>40,6</b>
Hommes	43,6	44,9	44,5
Femmes	34,9	35,9	36,8
<b>Proportion d'actifs occupés à temps partiel (%)</b>	<b>16,5</b>	<b>16,5</b>	<b>16,6</b>
Hommes	5,4	5,4	5,3
Femmes	30,1	29,8	30,1
<b>Emploi par statut (milliers)</b>			
<b>Non-salariés</b>	<b>2 757</b>	<b>2 786</b>	<b>2 668</b>
<b>Salariés</b>	<b>21 901</b>	<b>21 845</b>	<b>22 052</b>
Secteur privé <sup>2</sup>	17 115	17 061	17 265
Intérimaires	482	473	490
Apprentis	296	268	300
Contrats à durée déterminée hors contrats aidés	1 174	1 147	1 187
Stagiaires et contrats aidés <sup>3</sup>	323	298	288
Contrat à durée indéterminée et autres	14 840	14 875	15 000
Secteur public <sup>2</sup>	4 786	4 784	4 787
Contrats à durée déterminée hors contrats aidés	478	457	496
Stagiaires et contrats aidés <sup>3</sup>	238	208	166
Contrat à durée indéterminée et autres	4 070	4 119	4 125
<b>Durée moyenne<sup>4</sup> de travail des salariés (en heures par semaine)</b>			
Temps complet	38,8	38,8	38,9
Temps partiel	23,3	23,2	23
<b>Personnes en sous-emploi (milliers)</b>	<b>1 193</b>	<b>1 194</b>	<b>1 258</b>
Hommes	288	279	298
Femmes	905	915	960
<b>Sous-emploi parmi les emplois à temps partiel (%)</b>	<b>27,8</b>	<b>27,6</b>	<b>29,1</b>
Hommes	33,0	30,7	35,0
Femmes	26,7	26,9	27,9

1. Part des actifs occupés dans la population des 15 ans et plus.

2. Par rapport à la publication 2004 (Insee Première n° 958), la délimitation du secteur public au sein de l'emploi salarié a été améliorée par la confrontation entre les déclarations spontanées des personnes enquêtées et la catégorie juridique de l'établissement qui les emploie, issue des répertoires administratifs.

3. CES, CIE, emplois jeunes, contrat de qualification, RMA, etc.

4. Durée déclarée par les salariés pour une semaine normalement travaillée.

Source : Enquêtes Emploi 2002, 2003 et 2004, Insee

#### 4 Mobilité plus intense dans la construction et les services

Secteur d'activité	Proportion de personnes...				Effectif total (milliers)	
	...ayant moins d'un an d'ancienneté dans l'entreprise <sup>3</sup> (%)		...au chômage <sup>4</sup> depuis moins d'un an (%)			
	2003	2004	2003	2004	2003	2004
<b>Agriculture</b>	7,1	9,2	2,3	4	1062	990
<b>Industrie dont :</b>	7,5	7,4	5,6	6,7	4 274	4 207
Industries agricoles	13,5	11,2	6,1	7,4	641	677
Automobile	6,1	5,7	8,6	8,1	326	326
Autres industries manufacturières <sup>1</sup>	6,8	7,1	5	6	3 055	2 957
Énergie	3	2,7	1,5	2,6	252	248
<b>Construction</b>	12,6	13,7	5,8	5,8	1 586	1 586
<b>Tertiaire dont :</b>	11,4	11	4,3	4,8	17 591	17 860
Commerce, réparations	14,5	13,8	5,4	6,2	3 254	3 305
Transports	10,1	9,6	4,2	5,1	1 058	1 091
Activités financières	6,9	7,3	3,1	2,9	710	672
Activités immobilières	14	13,9	3,7	5,8	288	313
Services aux entreprises (hors intérim)	12,4	12,7	5,6	5,6	2 644	2 643
Intérim <sup>2</sup>	-	-	-	-	474	490
Services aux particuliers	19,8	18,6	7,5	8,2	2 070	2 138
Éducation, santé, action sociale	9,5	9,2	3,1	3,5	4 498	4 613
Administrations	6,2	5,9	2,2	2,7	2 595	2 595
<b>Total<sup>5</sup></b>	<b>10,6</b>	<b>10,5</b>	<b>5,6</b>	<b>6,2</b>	<b>24 631</b>	<b>24 720</b>

1. Les autres industries manufacturières regroupent les biens intermédiaires, les biens d'équipement et les biens de consommation.

2. Les questions sur l'ancienneté dans leur entreprise ne sont pas posées aux intérimaires, dont l'employeur est l'agence d'intérim.

3. L'ancienneté dans l'entreprise est inconnue pour 2 % des actifs occupés en 2004. On a considéré ces personnes comme ayant plus d'un an d'ancienneté.

4. Nombre de chômeurs de moins d'un an issus de chaque secteur rapportés aux effectifs du secteur.

5. Le total inclut les personnes dont le secteur d'activité est inconnu. Elles sont 77 000 en 2004 et 118 000 en 2003.

Source : Enquêtes Emploi 2003, 2004, Insee

travaillent moins qu'elles ne le souhaiteraient, soit environ 60 000 de plus qu'en 2003 (tableau 3). Comme en 2003, ce sont pour plus des trois quarts des femmes qui sont à temps partiel et souhaitent travailler plus. Ce sont aussi plus souvent des ouvriers et des employés que des cadres.

Les emplois permanents comme les emplois sous contrat à durée limitée sont plus nombreux. La part dans l'emploi salarié des formes particulières d'emploi, intérim, CDD, contrats d'apprentissage, stages et contrats aidés, est en très légère hausse, passant de 13,1 % à 13,3 % en un an. Le nombre de stages ou contrats d'aide à l'emploi est en baisse pour la deuxième année consécutive (- 52 000) : la création d'emplois-jeunes a cessé fin 2002, sans être encore remplacée par d'autres types de contrat aidé dans le secteur non marchand. L'augmentation du nombre total de CDD a cependant plus que compensé cette baisse. Au total, 62,4 % des 15 à 64 ans ont un emploi, proportion pratiquement identique à celle de 2003.

La hausse de l'emploi salarié privé est particulièrement sensible pour certaines catégories socioprofessionnelles. Ainsi, poussés par la hausse continue de

l'activité féminine, les personnels des services directs aux particuliers sont plus nombreux en 2004 qu'en 2003 (+ 91 000). Avec les employés de commerce (+ 63 000), ils contribuent à faire augmenter le nombre des employés, alors que l'emploi ouvrier reste stable. Les Français, continuant de vieillir, ont de plus en plus besoin de services de santé, ce qui dynamise les professions intermédiaires de ce secteur et du travail social (+ 67 000). Les cadres sont toujours plus nombreux, et particulièrement les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise (+ 70 000). A l'inverse, le nombre d'emplois a sensiblement diminué parmi les employés administratifs d'entreprise (- 106 000) et dans une moindre mesure parmi les ouvriers qualifiés de type industriel (- 46 000) et les professions intermédiaires administratives de la fonction publique (- 30 000).

#### ... et dans les services aux particuliers

La baisse de l'emploi masculin observée depuis 2002 est à relier à la restructuration sectorielle en cours

dans l'économie française. En 2004, l'emploi s'est réduit dans l'industrie, et particulièrement dans l'industrie manufacturière (- 98 000) au profit de l'emploi tertiaire, notamment dans les secteurs des services aux particuliers (+ 68 000) ou de l'éducation, de la santé et de l'action sociale (+ 115 000) (tableau 4). C'est l'un des facteurs qui expliquent que la création d'emplois ne se traduit pas par une baisse significative du chômage : les emplois créés satisfont une offre de travail féminine sans répondre aux besoins nés des pertes d'emplois industriels. L'emploi agricole, toujours en baisse, passe pour la première fois sous le seuil du million. Ce sont surtout les petites et moyennes exploitations qui disparaissent, les plus grandes se maintenant. Les industries liées à l'agriculture restent cependant dynamiques et continuent de gagner des emplois (+ 36 000), malgré des recrutements moins nombreux qu'en 2003.

Depuis 2002, date à laquelle la durée légale de 35 heures a été étendue à l'ensemble des entreprises, petites et grandes, publiques ou privées, la durée hebdomadaire moyenne de travail des salariés reste stable : les salariés à temps complet déclarent travailler en moyenne, pour une semaine normale, près de 39 heures et les salariés à temps partiel 23 heures.

#### L'activité des femmes de plus de 30 ans augmente toujours

La hausse de l'activité féminine amorcée dans les années soixante se poursuit. Pour autant, seulement 63,8 % des femmes de 15 à 64 ans sont actives, soit 11 points de moins que parmi les hommes (tableau 5). La hausse des taux d'activité est particulièrement sensible pour les femmes ayant dépassé 55 ans. C'est en revanche dans cette tranche d'âge que la baisse des taux d'activité des hommes est la plus marquée, en lien avec les dispositions de la réforme des retraites de 2003 permettant aux salariés ayant effectué des carrières longues de quitter la vie active avant 60 ans. C'est aux âges les plus jeunes et aux âges les plus élevés que les taux d'activité des hommes et des femmes sont maintenant les plus proches.

## 5 Hausse de l'activité féminine

	2002	2003	2004	2004 à comportements d'activité identiques <sup>2</sup> à 2003	Évolution de l'activité nette des effets d'âge <sup>3</sup>
<b>Population active (milliers)</b>					
<b>Ensemble</b>	<b>27 050</b>	<b>27 287</b>	<b>27 447</b>	<b>27 386</b>	<b>61</b>
Hommes	14 700	14 744	14 771	14 801	-30
Femmes	12 350	12 543	12 676	12 585	91
<b>Taux d'activité<sup>1</sup> (%)</b>					
<b>Ensemble</b>	<b>55,3</b>	<b>55,4</b>	<b>55,4</b>	<b>55,2</b>	<b>0,2</b>
Dont 15-64 ans	69,1	69,3	69,3	69,1	0,2
<b>Hommes</b>	<b>62,6</b>	<b>62,3</b>	<b>62,0</b>	<b>62,2</b>	<b>-0,2</b>
15-24 ans	37,2	37,5	37,8	37,8	=
25-29 ans	91,1	90,3	90,7	90,2	0,5
30-54 ans	94,7	94,4	94,3	94,4	-0,1
55-64 ans	46,8	48,2	47,9	48,5	-0,6
15-64 ans	75,3	75,1	74,9	75,0	-0,1
65 ans et plus	2,0	1,9	1,8	1,9	-0,1
<b>Femmes</b>	<b>48,6</b>	<b>49,0</b>	<b>49,2</b>	<b>48,8</b>	<b>0,4</b>
15-24 ans	29,7	30,1	30,3	30,4	-0,1
25-29 ans	78,4	78,9	77,9	78,8	-0,9
30-54 ans	79,1	80,1	80,7	80,1	0,6
55-64 ans	37,4	38,6	39,8	38,5	1,3
15-64 ans	62,9	63,5	63,8	63,3	0,5
65 ans et plus	0,9	0,9	0,9	0,9	=

1. Rapport entre la population active (salariés, non-salariés, chômeurs) et la population totale.

2. Taux d'activité que l'on aurait observé en 2004 si les taux d'activité par âge étaient restés les mêmes qu'en 2003.

3. L'évolution nette des effets d'âge prend en compte le fait qu'entre deux années consécutives la répartition de la population par âge détaillé change ; par exemple, la moyenne d'âge des 55-64 ans diminue car les personnes de 55 ans sont de plus en plus nombreuses dans cette classe d'âges. Cette évolution nette (colonne 5) se calcule comme la différence entre les effectifs observés et les taux de l'année 2004 (colonne 3) et ceux estimés (colonne 4).

Source : Enquêtes Emploi 2002, 2003 et 2004, Insee

## Sources

Depuis juillet 2001, l'Insee a mis en place une nouvelle enquête sur l'emploi, qui s'est substituée à l'enquête emploi annuelle le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Cette nouvelle enquête emploi est trimestrielle (l'ancienne était annuelle) et sa collecte a lieu en continu sur toutes les semaines de chaque trimestre (la collecte de l'enquête annuelle était ponctuelle, en général réalisée en mars). Chaque trimestre, environ 35 000 ménages (c'est-à-dire 35 000 logements), soit de l'ordre de 75 000 personnes de 15 ans ou plus répondent à l'enquête. Au total chaque année, environ 54 000 ménages différents répondent à l'enquête, c'est-à-dire 115 000 personnes différentes de 15 ans ou plus. Les résultats présentés ici sont obtenus par moyenne des quatre trimestres de chaque année (moyenne annuelle).

L'enquête emploi en continu constitue la seule source permettant de mettre en œuvre la définition du chômage préconisée par le

Bureau international du travail (BIT) et également de faire le lien entre le chômage au sens du BIT et le recensement des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Ainsi, parmi les 2 727 000 chômeurs BIT de 2004, 470 000 déclarent ne pas être inscrits à l'ANPE. À l'inverse, 1 685 000 personnes déclarent être inscrites à l'ANPE, mais ne sont pas comptabilisées comme chômeurs au sens du BIT : 953 000 d'entre elles sont classées actives occupées et 732 000 inactives selon le BIT. La nouvelle enquête emploi trimestrielle s'appuie sur un sondage. Par conséquent, les estimations qu'elle fournit approchent la réalité avec une certaine marge d'erreur. Par exemple les 2 768 000 chômeurs BIT du 4<sup>e</sup> trimestre 2004 sont estimés à + ou - 118 000 près (intervalle de confiance à 95%). De même, le taux de chômage du 4<sup>e</sup> trimestre 2004, de 10,2% en données brutes, est estimé à + ou - 0,4 point près (écart-type de 0,2).

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp#formulaire>

## Révision des résultats des enquêtes Emploi 2002 et 2003.

Suite au recensement de 2004, les estimations de population de l'Insee établies à partir des statistiques annuelles de l'état civil et calées sur les résultats du recensement ont été revues pour toute la période 2000-2004, le recensement précédent datant de 1999. La nouvelle population de référence de la France métropolitaine est supérieure de 250 000 personnes par rapport à celle précédemment estimée, la révision étant relativement plus importante pour les personnes de 25 à 39 ans. De ce fait, les effectifs mesurés à partir des enquêtes Emploi ont été revus à la hausse pour ces deux années, les taux restant pratiquement inchangés.

## Définitions

**Chômage** : Il est entendu au sens du Bureau international du travail (BIT). Un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui (1) n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence, (2) est disponible pour travailler et (3) a entrepris des démarches effectives de recherche d'emploi ou (3') a trouvé un emploi qui commence plus tard. Le taux de chômage est le nombre des chômeurs au sens du BIT rapporté à la population active totale (salariés, non-salariés, chômeurs).

**Sous-emploi** : Selon le BIT, l'emploi inclut notamment les personnes dites en situation de sous-emploi, c'est-à-dire « qui travaillent involontairement moins que la durée normale du travail dans leur activité et qui sont à la recherche d'un travail supplémentaire ou disponibles pour un tel travail ».

## Bibliographie

Dossier spécial « enquête emploi » *Économie et Statistique* n° 362 - 2003, Insee.  
« Enquête sur l'emploi 2003 - L'emploi diminue fortement et le chômage augmente » *Insee Première* n° 958, avril 2004.  
« Enquête sur l'emploi du 1<sup>er</sup> trimestre 2003 - Forte hausse du chômage entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2002 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2003 » *Insee Première* n° 909, juillet 2003.  
« Enquêtes annuelles de recensement. Premiers résultats de la collecte 2004 - 62 millions d'habitants en France au 1<sup>er</sup> janvier 2004 » *Insee Première* n° 1000, janvier 2005.

## BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE Info Service, Service Abonnement B.P. 409, 75560 Paris CEDEX 12  
Tél. : 01 53 17 88 45 Fax : 01 53 17 89 77

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2005

Abonnement annuel =  70 € (France)  87 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Direction Générale :  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14  
Directeur de la publication :  
Jean-Michel Charpin  
Rédacteur en chef :  
Daniel Temam  
Rédacteurs : R. Baktavatsalou,  
C. Benveniste, C. Dulon,  
A.-C. Morin  
Maquette : THV  
Code Sage IP051009  
ISSN 0997 - 3192  
© INSEE 2005



**INSEE**  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES